

La République du Centre, 27 mai 2014

➔ RÉACTION



Jean-Pierre Sueur

Président de la commission des lois

Jean-Pierre Sueur, PS, sénateur du Loiret, demande à ce que les choix et les perspectives soient clarifiées sur la politique

française. « Personne ne peut sérieusement soutenir qu'il faudrait renoncer à assainir nos finances, à réduire le poids de la dette (le « service de la dette » est aujourd'hui le premier budget de l'Etat, devant celui de l'Education nationale). De même, qui proposera de relâcher l'effort pour que nos entreprises soient plus compétitives et pour créer des emplois ? Le redressement de notre pays est une nécessité, une urgence : même si c'est difficile, je vois mal qu'on ne tienne pas fermement la barre pour atteindre cet objectif. Là où nous pouvons faire davantage et mieux, c'est pour tout ce qui concerne la formation des jeunes, priorité des priorités, et pour tout ce qui concerne la justice – et la justice sociale. Qui ne souscrirait à de nouvelles annonces de baisses des impôts ? Mais encore faut-il qu'elles soient compatibles avec les objectifs, et notamment la diminution de la dette ainsi que du déficit budgétaire et la relance de la compétitivité. Notre fiscalité doit être assurément plus juste. A cet égard, et quoi qu'on en dise, il y a encore de larges marges de progression. Au total, il faut évidemment entendre le message. Mais entendre le message, ce n'est ni improviser des remèdes de circonstance, ni se détourner de l'indispensable redressement. » ■